

## *La rentabilité des grandes banques internationales en 2002 et au premier semestre 2003*

Cette étude est réalisée à partir de l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires dans chacun des neuf pays ou groupes de pays suivants : Allemagne, Benelux, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse. Le critère de sélection retenu est le niveau des fonds propres de base, au sens de l'accord de Bâle de 1988. Les données comptables sont regroupées en agrégats homogènes, puis exploitées sous la forme de soldes intermédiaires de gestion et de ratios de rentabilité. La méthodologie est présentée en annexe 1, tandis qu'un tableau de synthèse des résultats figure en annexe 2.

\*

*En 2002*, les grandes banques internationales ont affronté un environnement économique marqué par une reprise fragile de la croissance aux États-Unis et la poursuite du ralentissement de l'activité en Europe et au Japon. Les marchés boursiers ont par ailleurs connu une nouvelle tendance baissière liée au climat d'incertitude grandissant. Dans ce contexte, à l'exception des groupes situés aux États-Unis et au Royaume-Uni, les grandes banques internationales ont enregistré au cours de cet exercice des résultats en repli pour la deuxième année consécutive.

Néanmoins, des différences demeurent d'un pays à l'autre quant à l'ampleur de la baisse et aux facteurs explicatifs des évolutions observées. Ces disparités sont liées à la structure des systèmes bancaires mais aussi au contexte macro-économique de chacun des pays. À cet égard, les situations du Japon et de l'Allemagne demeurent singulières par rapport à celles des autres pays.

*Concernant l'exercice 2003*, il apparaît, au vu des résultats semestriels, que les grandes banques européennes affichent des résultats en hausse. La meilleure orientation des marchés d'actions a en effet permis d'accroître les revenus, tandis que la charge globale du risque, si elle demeure à des niveaux élevés, ne s'est inscrite qu'en très légère augmentation. Néanmoins, les dirigeants des établissements de crédit restent prudents, les activités de banque de détail étant exposées au risque de dégradation de la conjoncture domestique ; les conditions d'une reprise économique ne semblent pas devoir intervenir avant la fin de l'année.

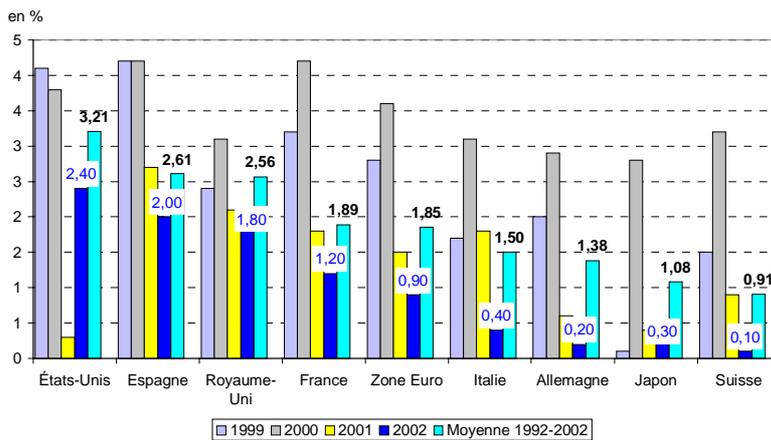
## **1. Le contexte macro-économique est demeuré incertain et les structures bancaires n'ont pas connu d'évolutions significatives**

### ***1.1. La croissance économique a été contrastée selon les pays***

#### ***1.1.1. Seuls les États-Unis ont bénéficié d'une reprise économique, les autres pays ayant enregistré un ralentissement plus ou moins marqué de leur activité***

La reprise économique semblait s'être amorcée aux États-Unis au premier semestre 2002, mais elle a subi un fléchissement sur la seconde partie de l'année. Les autres grands pays de l'OCDE ont été pénalisés par un ralentissement persistant de leur activité. La baisse de confiance des ménages, dans un contexte de montée des défaillances d'entreprises et du chômage, est venue s'ajouter à la poursuite de la faiblesse de l'investissement, tandis que les échanges internationaux sont restés atones. Face à ces évolutions, un assouplissement des politiques monétaires et budgétaires a été constaté dans la plupart des pays.

### Évolution de la croissance du PIB



Source : OCDE

On distingue globalement trois grandes catégories de pays :

- ceux où la croissance est demeurée à un niveau relativement élevé (autour de 2 %) : les États-Unis, l'Espagne, le Royaume-Uni, le premier enregistrant toutefois une reprise de croissance, tandis que les deux pays européens subissaient un ralentissement ;
- la France, où la croissance du PIB a ralenti plus nettement, avec un taux proche de 1 % ;
- enfin, les pays où l'activité n'a augmenté que très faiblement (Italie, Japon, Allemagne, Suisse), avec une chute marquée par rapport à l'année précédente pour l'Italie ainsi que pour la Suisse dont l'économie a stagné.

Aux *États-Unis*, l'activité économique a progressé à un rythme élevé, passant de 0,3 % en 2001 à 2,4 % en 2002, malgré sa dégradation au second semestre. La demande des ménages, initialement soutenue, s'est en effet atténuée progressivement, tant en termes de consommation que d'investissement résidentiel (évolution du marché du travail, fin de l'effet des baisses d'impôts, recul de l'attrait des conditions de crédit). En revanche, l'investissement a cessé de reculer et la variation des stocks est repartie à la hausse. Pour sa part, la contribution du solde extérieur s'est avérée négative.

En *Espagne* et au *Royaume-Uni*, la croissance est restée soutenue (respectivement + 2,0 % et + 1,8 %, après + 2,7 % et + 2,1 % en 2001), essentiellement du fait de la demande encore forte des ménages, tant du côté de la consommation que de la demande de logement. De plus, au Royaume-Uni, la consommation des administrations a connu une augmentation significative. En revanche,

une décélération de l'investissement des entreprises, voire un recul au Royaume-Uni, ainsi qu'une nouvelle détérioration de la contribution des échanges extérieurs ont été constatés. En **France**, l'activité économique s'est accrue dans une moindre mesure (+ 1,2 %, après + 1,8 % en 2001). La consommation des ménages a connu un ralentissement, tout en restant soutenue, et celle des administrations publiques a progressé. Ces évolutions ont permis de compenser la baisse de l'investissement et une forte contraction des stocks au second semestre. Les échanges commerciaux se sont légèrement réduits, leur contribution restant toutefois positive.

En **Italie**, le produit intérieur brut n'a progressé que de 0,4 %, après 1,8 % en 2001. Tant la demande intérieure que la demande étrangère ont été freinées par une sensible dégradation de la confiance en raison des diverses tensions internationales. En **Allemagne** et en **Suisse**, les économies ont stagné (respectivement + 0,2 % et + 0,1 %), après le fort ralentissement enregistré en 2001. La composante extérieure s'est légèrement améliorée, tandis que la demande intérieure s'est inscrite en recul, l'investissement continuant de se contracter. Pour sa part, la consommation des ménages a résisté en Suisse, tandis qu'elle s'est réduite en Allemagne où la consommation publique a augmenté.

Enfin, le **Japon** a vu son activité progresser faiblement pour la deuxième année consécutive (0,3 %, après 0,4 % en 2001). La composante extérieure s'est légèrement redressée. La demande intérieure est demeurée atone, le repli de l'investissement étant compensé par un maintien de la consommation des ménages, favorisé par une nouvelle diminution du taux d'épargne. Depuis la fin de 2002, le gouvernement japonais a pris des mesures pour réduire de moitié d'ici à 2005 le poids des créances douteuses dans les bilans des banques. Il a procédé à l'achat d'actions détenues par ces établissements pour réduire leur exposition à la volatilité du marché boursier, dans le cadre de l'obligation qui leur a été faite de réduire la part des plus-values sur titres dans leurs fonds propres de base.

Variation annuelle 2002 (en %)	Produit intérieur brut en volume	Formation brute de capital fixe	Consommation privée en volume
Allemagne .....	0,2	- 6,7	- 0,6
Espagne .....	2,0	1,4	1,9
États-Unis.....	2,4	- 1,8	3,1
France.....	1,2	- 0,6	1,8
Italie .....	0,4	0,5	0,4
Japon.....	0,3	- 4,0	1,4
Royaume-Uni.....	1,8	- 3,2	3,8
Suisse.....	0,1	- 6,5	0,9

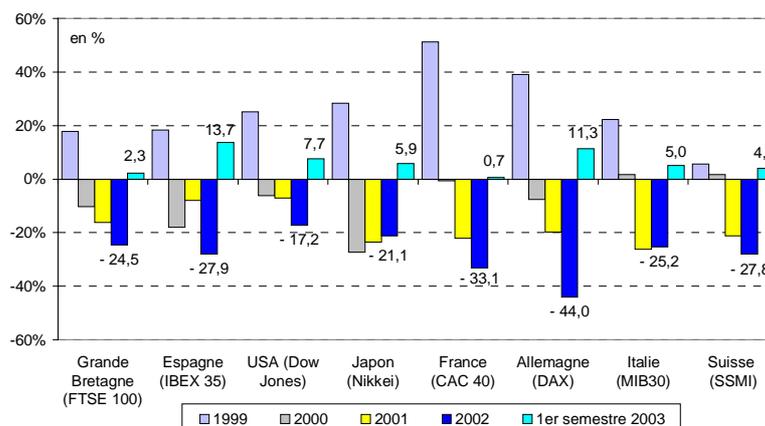
Source : OCDE

**1.1.2. *L'environnement financier  
a été marqué par la déprime des marchés boursiers  
et par la baisse des taux d'intérêt***

*En 2002, les principales places financières ont connu de nouvelles fortes turbulences.* En effet, l'ensemble des marchés ont été affectés par les révélations de scandales financiers, l'absence de perspectives économiques favorables et par la montée des tensions géopolitiques. Les indices boursiers se sont montrés particulièrement volatils et ont terminé l'exercice en baisse pour la troisième année consécutive, certaines places enregistrant en fin d'année un recul particulièrement marqué. À quelques rares exceptions, tous les secteurs ont été affectés. Les télécommunications et les nouvelles technologies ont poursuivi leur recul, tandis que les assurances ont accusé des baisses sensibles. Il en a résulté un net repli des volumes d'opérations de fusion-acquisition ou d'introduction en bourse.

Le conflit en Irak a renforcé l'instabilité des places financières début 2003. Si des signes d'apaisement ont été notables à partir d'avril, l'indécision semble demeurer, compte tenu de perspectives macro-économiques incertaines.

### Variation des indices boursiers 1999-1<sup>er</sup> semestre 2003



Source : Reuters

S'agissant des taux d'intérêt, le maintien de politiques monétaires accommodantes a entraîné la poursuite du mouvement de baisse des taux longs qui avait commencé en 2001. Les incertitudes de l'environnement international ont incité les investisseurs à privilégier des produits sûrs, particulièrement les titres publics tant en Europe qu'aux États-Unis. Dans ce contexte, si les écarts de rendement entre titres d'État à dix ans des pays de la zone euro se sont de nouveau resserrés, l'écart avec les titres américains de même durée s'est creusé, du fait de la forte baisse des taux à long terme outre-Atlantique. Par ailleurs, les écarts de rendement entre titres privés et titres d'État sont demeurés globalement élevés en 2002.

Aux *États-Unis*, le ralentissement de la reprise économique au second semestre a conduit, en novembre 2002, la Réserve fédérale à réduire son taux de référence d'un demi-point, à 1,25 %. Une nouvelle baisse d'un quart de point est intervenue en juin 2003. Dans de moindres proportions, au *Royaume-Uni*, la Banque d'Angleterre a baissé ses taux d'un quart de point en février 2003. Pour 2002, en moyenne annuelle, les taux de court terme sont passés de 3,7 % à 1,8 % aux *États-Unis* et de 5,0 % à 4,0 % au *Royaume-Uni*. Sur les échéances de long terme, ils sont passés de 5,0 % à 4,6 % aux États-Unis et sont restés stables à 4,9 % au Royaume-Uni.

Dans la *zone euro*, la Banque centrale européenne a également poursuivi le processus d'assouplissement de sa politique monétaire. Après avoir subi une diminution de 100 points de base sur l'année 2001, les taux d'intérêt directeurs ont été abaissés de 50 points en décembre 2002. Sur le premier semestre 2003, deux nouvelles baisses

sont intervenues en mars et juin 2003 (respectivement 25 et 50 points de base), portant le taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement à 2,0 %. Le taux des emprunts d'État à trois mois dans la zone euro est ainsi revenu de 3,29 % à la fin de 2001 à 2,87 % en fin d'année 2002. Sur les échéances de long terme, l'absence de reprise de l'activité et la montée des tensions internationales ont entraîné un mouvement de baisse marquée au second semestre, avec des taux se situant entre 4,22 % en Allemagne et 4,40 % en Italie en fin d'année 2002. En moyenne annuelle dans la zone euro, cependant, les taux affichent une diminution peu marquée, de 5,0 % à 4,9 %.

	Court terme		Long terme	
	2001	2002	2001	2002
Allemagne .....	4,2	3,3	4,8	4,8
Espagne .....	4,2	3,3	5,1	5,0
États-Unis .....	3,7	1,8	5,0	4,6
France .....	4,2	3,3	4,9	4,9
Italie .....	4,2	3,3	5,2	5,0
Japon.....	0,1	0,1	1,3	1,3
Royaume-Uni.....	5,0	4,0	4,9	4,9
Suisse.....	2,9	1,1	3,4	3,2

Source : OCDE (les taux retenus correspondent à la moyenne annuelle des taux de référence pour le court terme et le long terme dans chacun des pays concernés). Exemples : taux des bons du Trésor à 3 mois pour les taux à court terme américains et japonais, taux des obligations d'État à 10 ans pour les taux à long terme américains et japonais.

Dans un contexte de volatilité modérée, le marché des changes a été marqué en 2002 par le recul du dollar face aux principales devises, rompant avec la tendance haussière observée depuis 2000. En effet, la fermeté de début d'année, liée à la reprise de l'activité aux États-Unis, a cédé la place à une baisse au deuxième trimestre, puis à une nouvelle baisse en fin d'année due à la montée des tensions géopolitiques. Au total, le taux de change effectif nominal du dollar s'est replié de 7 %. Dans le même temps, l'*euro* a vu son taux de change effectif nominal s'accroître de 6 %, atteignant son plus haut niveau contre dollar le 31 décembre 2002, à 1,0505 dollar pour un euro, en progression de plus de 22 % par rapport à un point bas enregistré en début d'année à 0,86. Le taux de change effectif nominal du *yen* s'est, quant à lui, replié de quelque 2 %, en liaison avec les difficultés persistantes du secteur financier japonais.

Suivant les évolutions du dollar, la *livre sterling* s'est dépréciée d'environ 6 % par rapport à l'euro, tandis que le *franc suisse* s'est apprécié de plus de 16 % contre le dollar et de quelque 2 % contre l'euro.

## ***1.2. Les structures bancaires n'ont pas subi de modifications profondes et les opérations internationales se sont poursuivies***

### ***1.2.1. La concentration des systèmes bancaires a peu évolué***

Dans le contexte économique difficile rencontré en 2002, les grands groupes bancaires se sont en général appliqués à rationaliser leurs structures existantes et les opérations de concentration significatives à l'intérieur d'un même pays n'ont pas été nombreuses.

En *France*, les opérations les plus importantes ont été réalisées par le secteur mutualiste. Après l'introduction en bourse, fin 2001, de sa Caisse nationale, le groupe Crédit agricole a lancé une offre publique sur le capital du Crédit lyonnais. Le nouvel ensemble devrait représenter environ 30 % de part de marché dans la banque de détail en France. Par ailleurs, le groupe Banques populaires a acquis le groupe Crédit coopératif, celui-ci prenant le statut de banque populaire. Enfin, dans le secteur du crédit à la consommation, le groupe Pinault-Printemps-Redoute a cédé ses filiales Finaref et Facet, la première étant acquise par le Crédit agricole, détenteur de Sofinco, et la seconde par BNP-Paribas, maison-mère de Cetelem.

En *Italie*, le processus, depuis une dizaine d'années, de rapprochement de banques de taille régionale entre elles (en particulier les banques populaires) ou de prise de contrôle de ces dernières par de grands établissements, a permis la constitution de groupes de taille significative. Ainsi, après avoir acquis Banco di Napoli en 2000, Sanpaolo IMI s'est rapproché en 2002 de Banca Cardine et a poursuivi en 2003 la concentration interne du groupe par fusion de petites entités. Une autre opération d'envergure est intervenue en 2002, avec la création d'un nouveau groupe de taille nationale dénommé Capitalia, issu de la fusion de Banca di Roma et de Bipop Carire. Néanmoins, dans le cadre d'un plan industriel, une partie du réseau d'agences a été cédée à la fin de 2002.

En *Allemagne*, si les établissements bancaires publics se préparent, notamment par des rapprochements, à la fin de la garantie de l'État prévue pour 2005, voire engagent des collaborations avec le secteur

mutualiste, les grands groupes privés n'ont pas entamé de processus significatif de rapprochement. Néanmoins, Commerzbank, Dresdner Bank et Deutsche Bank ont procédé en 2002 à la création d'une filiale commune dans le secteur du crédit hypothécaire. Par ailleurs, des accords entre différents établissements bancaires, visant à faciliter certaines opérations de masse ou de titrisation, ont été mis en place.

### ***1.2.2. Même à un rythme modéré, les opérations internationales se sont poursuivies***

Les systèmes bancaires des pays sous revue sont largement internationalisés. Ainsi, la mondialisation de l'économie et l'émergence de marchés bancaires de plus en plus vastes (à l'instar du marché de la zone euro) ont amplifié la poursuite de l'internationalisation des activités.

En 2002, les opérations de rapprochement ou de prise de participations se sont inscrites sur le même rythme modéré qu'en 2001, certains groupes poursuivant leur stratégie de recentrage des activités.

Ainsi, les *banques américaines*, déjà largement implantées à travers le monde, et les *banques japonaises*, toujours impliquées dans la très lourde restructuration du système bancaire national, n'ont réalisé aucune opération significative à l'étranger.

Les grandes *banques suisses* sont bien implantées en Europe, en Amérique du nord et au Japon et leurs activités internationales ont un poids essentiel dans leur bilan. Elles privilégient les activités de banque de « gros » et de banque d'affaires. Depuis 2002, c'est dans le secteur de la banque privée en Europe que UBS et Crédit suisse ont cherché à développer leur présence. Ainsi, UBS a acquis en mai 2003 la filiale française de Lloyds Bank. Par ailleurs, Crédit suisse a procédé, début 2003, à la cession d'activités non stratégiques pour consolider sa structure financière, comme sa filiale de compensation Pershing aux États-Unis ainsi que certaines filiales d'assurance.

Les *banques françaises* ont également une forte activité internationale. En 2002, les difficultés rencontrées en Amérique latine ont entraîné le retrait du Crédit agricole d'Argentine. Mais l'Asie a continué de faire l'objet d'investissements des grands groupes français par le biais d'opérations de co-entreprise. De même, des acquisitions ont été réalisées en Afrique du nord, comme celle de l'Union internationale de banques par la Société générale en Tunisie. En Europe, BNP-Paribas a constitué, via sa filiale Cortal, le premier courtier européen spécialiste de l'épargne des particuliers en acquérant l'établissement allemand Consors. L'expansion dans le secteur des

financements spécialisés s'est poursuivie, la Société générale se hissant notamment au deuxième rang du marché européen de la location de longue durée avec l'acquisition des activités dans la zone d'Hertz Lease. Enfin, dans le secteur de la banque privée, en Suisse, Banca Intesa a cédé ses activités au Crédit agricole, son principal actionnaire, tandis que la Société générale a acquis la Compagnie bancaire de Genève ; en Espagne, BNP-Paribas a repris les activités de Chase Manhattan.

Traditionnellement très présentes en Amérique latine, les *banques espagnoles* ont procédé à un arrêt des investissements dans cette zone marquée par les difficultés économiques. Ainsi, SCH a cédé sa filiale péruvienne et réduit certaines participations bancaires au Mexique, tandis que BBVA a vendu, au début de 2003, sa filiale brésilienne au premier groupe financier du pays. En Europe, les grands groupes espagnols ont allégé leurs portefeuilles de participations. Ainsi, SCH a cédé ses titres dans la Société générale, Commerzbank et Royal Bank of Scotland. Pour sa part, BBVA a vendu ses titres du Crédit lyonnais et ceux du Crédit agricole reçus en échange lors de l'opération de rapprochement des groupes français. En revanche, BBVA a renforcé sa participation dans la banque italienne Banca nazionale del Lavoro.

Pour leur part, les *banques allemandes* ont surtout réalisé des opérations de cession de participations. Ainsi, en France, la Deutsche Bank a vendu au CCF (groupe HSBC) certaines des agences de la Banque Worms, Hypovereinsbank a cédé Selftrade à Fimatex (devenue depuis Boursorama), filiale de courtage en ligne du groupe Société générale, tandis que Commerzbank cédait sa participation dans le Crédit lyonnais. Par ailleurs, Deutsche Bank s'est retiré du groupe de réassurance suisse Gerling et a cédé des activités aux États-Unis (notamment crédit-bail et crédit à la consommation). Le premier groupe allemand s'est cependant renforcé dans la gestion d'actifs immobiliers par acquisition d'une holding aux États-Unis ainsi que dans la banque privée, en acquérant une filiale du groupe d'assurance suisse Zurich Financial Services, avec lequel il avait déjà procédé à des cessions réciproques d'activités.

Compte tenu du degré de concentration du secteur bancaire aux Pays-Bas et en Belgique, les grandes *banques du Benelux*, fortes de la diversité de leurs activités et de leur solidité financière, sont largement tournées vers l'international. En 2002, le groupe ING s'est de nouveau renforcé, particulièrement en Europe dans le secteur de la banque directe, avec l'acquisition en Allemagne d'Entrium, filiale du groupe italien Capitalia. Pour sa part, tout en rationalisant ses structures à l'échelle mondiale, ABN AMRO s'est renforcé au Brésil en acquérant la filiale dans ce pays de Banca Intesa.

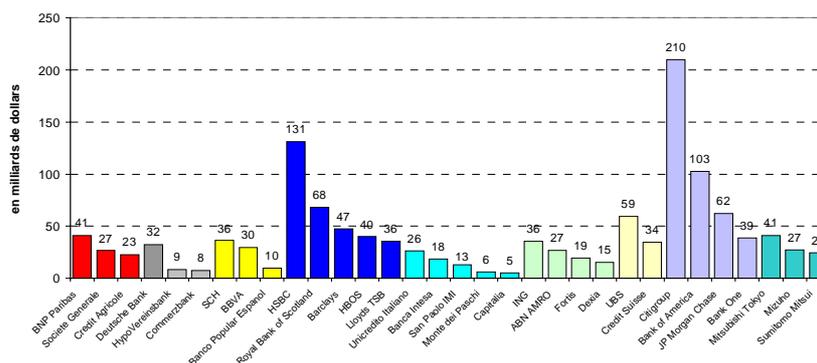
Les **banques britanniques** ont également effectué des opérations d'expansion. Ainsi, aux États-Unis, HSBC a procédé au rachat de l'établissement financier Household International, présent dans le secteur du crédit à la consommation et à l'habitat, tandis que Royal Bank of Scotland acquérait une caisse d'épargne et la banque Commonwealth Bancorp. Par ailleurs, HSBC a affiché ses ambitions en Amérique latine en prenant le contrôle de Bitel, cinquième groupe bancaire mexicain. Il s'est également renforcé en Asie, particulièrement en Chine, via l'acquisition de la deuxième compagnie d'assurance-vie. Pour sa part, RBOS a racheté le groupe Churchill Insurance auprès de Winterthur, filiale d'assurance de Crédit suisse.

Jusqu'à ces dernières années, les **banques italiennes** ne disposaient pas d'un réseau international significatif. Les groupes UniCredito et Sanpaolo IMI ont su tirer parti des privatisations bancaires en Europe de l'est pour développer leur activité. Après avoir acquis en 2001 des établissements en Croatie et en Roumanie, UniCredito a pris, début 2003, le contrôle de l'une des premières banques commerciales tchèques, tandis que Sanpaolo IMI se renforçait en Hongrie. En revanche, le groupe Banca Intesa a réalisé son désengagement d'Amérique latine en cédant ses filiales argentine, brésilienne et chilienne et n'est plus directement présente qu'au Pérou. Par ailleurs, Capitalia a procédé à la cession de sa filiale de banque directe en Allemagne et Sanpaolo IMI a annoncé celle de son réseau français au groupe Caisse d'épargne.

Il convient de noter que la plupart des grands établissements bancaires européens ont poursuivi entre eux, avec plus ou moins d'aboutissement, leur stratégie de partenariats, parfois assortis de participations croisées.

Enfin, s'agissant de la **capitalisation boursière**, certaines des têtes de groupes retenues dans cette étude ne sont pas cotées (c'est le cas des établissements à statut public et de la plupart de ceux dotés d'un statut coopératif ou mutualiste). Parmi celles qui sont valorisées sur les marchés boursiers, il apparaît que les **banques anglo-saxonnes** conservent une position largement dominante.

## Capitalisation boursière au 13 octobre 2003



Source : Reuters

## 2. Dans ce contexte, la rentabilité des grandes banques internationales a poursuivi sa dégradation en 2002

### 2.1. *Le produit net bancaire a enregistré un recul, en raison du ralentissement des revenus d'intermédiation et du repli des activités de marché*

Le produit net bancaire représente la marge brute dégagée par les banques sur l'ensemble de leurs activités bancaires (activité classique d'intermédiation, mais également activités de marché, offre de services facturés, prestations d'ingénierie financière et de conseil...) et fournit un bon indicateur de l'évolution des opérations constituant le cœur de l'activité des établissements de crédit.

En 2002, le produit net bancaire de l'ensemble des banques de l'échantillon a reculé de 6,1 %, après une augmentation de 7,8 % l'année précédente. Cette évolution est globalement attribuable à deux éléments : le ralentissement de la croissance des produits nets d'intermédiation et le recul des autres recettes.

En effet, en liaison avec la dégradation de l'environnement économique, et en dépit de la poursuite de conditions accommodantes de refinancement pour les établissements, les activités de crédit ont enregistré un ralentissement dans la plupart des pays. Par ailleurs, le maintien de turbulences sur les marchés boursiers a conduit à une sensible diminution des volumes d'activité dans les métiers de banque d'investissement et de gestion d'actifs, entraînant un recul des

commissions perçues (- 4,1 %) et des revenus sur les opérations de portefeuille. Les recettes de *trading* ont affiché une diminution globale de 29,8 %.

Compte tenu de la forte orientation de leur activité vers la banque d'investissement, ce sont les **banques suisses et les banques allemandes** qui ont enregistré les baisses les plus importantes de leur produit net bancaire (respectivement - 17,1 % et - 12,2 %). Les groupes suisses ont subi un recul important de leurs revenus de *trading* (- 55,6 %) et la dépréciation de leur portefeuille de placement. Les grandes banques allemandes ont, en outre, été pénalisées par une conjoncture économique nationale dégradée.

Le recul du produit net bancaire s'est avéré plus modéré pour les **banques du Benelux** (- 6,2 %) et les **banques espagnoles** (- 6,7 %). Les premières ont été pénalisées par la chute des marchés et des revenus y afférents ainsi que par la baisse de valorisation des placements de leurs filiales d'assurance, tandis que les secondes ont globalement subi la dégradation de l'environnement en Amérique latine (crise argentine, dépréciation des devises du sous-continent).

Les **banques japonaises**, dont le produit net bancaire a diminué de 3,6 %, ont pâti de la poursuite du ralentissement de leurs activités d'intermédiation, lié à la stagnation économique, et d'une marge d'intérêt toujours étroite.

Pour leur part, les **banques françaises, américaines et italiennes** ont limité le recul de leur produit net bancaire (respectivement - 0,2 %, - 1,3 % et - 2,5 %). Aux États-Unis et, dans une moindre mesure en France, la demande en banque de détail est demeurée soutenue et a permis de compenser largement la baisse des revenus dans les autres métiers, notamment la diminution des revenus de *trading* (respectivement - 30,4 % et - 21,3 %). En Italie, le recul est imputable au ralentissement des recettes d'intermédiation, lié à la dégradation de l'activité économique, et à la diminution des autres produits nets, particulièrement des commissions (- 4,5 %).

Les **banques britanniques** ont été les seules à afficher une augmentation de leur produit net bancaire (3,2 %), le dynamisme de la banque de détail, lié à la demande soutenue de crédits immobiliers et de crédits à la consommation, venant plus que compenser le recul des recettes dans les autres métiers.

**Produit net bancaire cumulé  
des cinq principaux groupes bancaires**

	2001 <sup>1</sup>	2002 <sup>1</sup>	Taux de croissance <sup>2</sup>
Allemagne.....	52,6	46,2	- 12,2 %
Benelux.....	65,6	61,5	- 6,2 %
Espagne.....	36,4	34,0	- 6,7 %
États-Unis .....	199,0	186,9	- 1,3 %
France.....	59,6	59,5	- 0,2 %
Italie.....	35,7	34,8	- 2,5 %
Japon.....	80,8	71,3	- 3,6 %
Royaume-Uni.....	95,7	97,8	3,2 %
Suisse.....	54,3	46,4	- 17,1 %
<b>Total.....</b>	<b>679,8</b>	<b>638,3</b>	<b>- 6,1 %</b>

<sup>1</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale converties au cours moyen de l'année, exprimées en milliards d'euros.

<sup>2</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

**2.1.1. La part du produit net d'intermédiation  
s'est globalement accrue**

**Évolution des composantes du produit net bancaire  
Progression par rapport à 2001**

	Produit net d'intermédiation	Autres produits nets
Allemagne.....	- 13,2 %	- 11,2 %
Benelux.....	6,3 %	- 17,3 %
Espagne.....	- 6,8 %	- 6,5 %
États-Unis .....	7,8 %	- 10,0 %
France.....	15,6 %	- 8,9 %
Italie.....	2,6 %	- 10,1 %
Japon.....	- 8,4 %	- 4,8 %
Royaume-Uni.....	4,9 %	0,1 %
Suisse.....	15,8 %	- 25,9 %

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

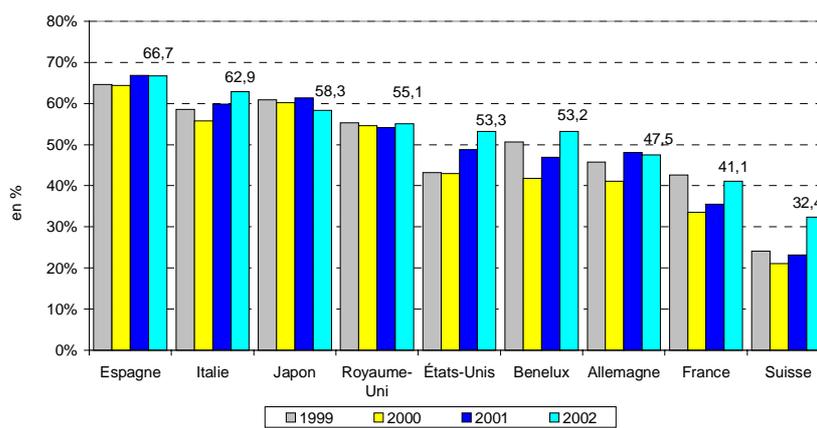
D'une manière générale, compte tenu des évolutions des différentes catégories de revenus, **la part des produits nets d'intérêt** s'est une nouvelle fois accrue, passant de 45,3 % en 2000 à 49,1 % en 2001 et 52,3 % en 2002. Sauf en Allemagne, en France et en Suisse, les grandes banques ont tiré la majorité de leur produit net bancaire des activités d'intermédiation (entre 53 % et 67 %). La part des commissions nettes s'est néanmoins globalement légèrement accrue, à 23,1 %, pour revenir au niveau atteint en 2000, tandis que les recettes de *trading* ne représentent plus que 9 % du produit net bancaire, contre 14,2 % en 2000 et 12,0 % en 2001.

Les évolutions les plus notables en 2002 ont concerné **les banques américaines et du Benelux**. Compte tenu du recul des autres produits, les recettes nettes d'intérêt (en augmentation de respectivement 7,8 % et 6,3 %) sont devenues majoritaires dans le produit net bancaire, poursuivant la hausse déjà enregistrée en 2001. Leur part est ainsi passée de 48,7 % à 53,3 % aux États-Unis et de 47,0 % à 53,2 % au Benelux.

Cette part s'est également accrue pour **les banques suisses, françaises, italiennes et britanniques**. En Suisse, compte tenu de l'importance du recul des autres produits (- 25,9 %), la hausse de 15,8 % des produits d'intérêt a entraîné une progression significative de la part de ces derniers (9,2 points, à 32,4 %). En France, la progression a atteint 5,6 points, à 41,1 %, en raison de l'augmentation significative des produits d'intermédiation (15,6 %) due au dynamisme de la banque de détail et au recul des autres produits. En Italie et au Royaume-Uni, où la part du produit net d'intermédiation est traditionnellement majoritaire, de nouvelles progressions ont été enregistrées (respectivement 3,1 points et 0,9 point) pour atteindre 62,9 % et 55,1 %.

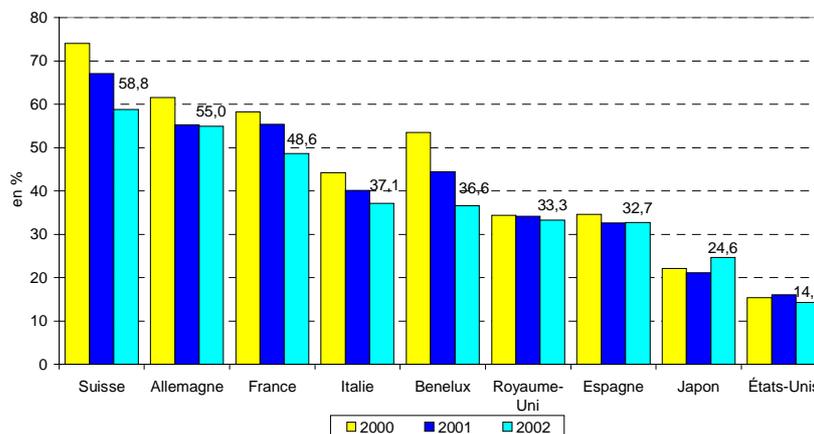
Enfin, si les **banques espagnoles** ont vu la part des produits nets d'intérêt rester stable à 66,7 %, après une hausse de 2,4 points en 2001, les **banques japonaises et allemandes** se sont caractérisées par des baisses respectives de 3 points et 0,6 point, à 58,3 % et 47,5 %, la situation économique intérieure dégradée de ces deux pays entraînant un recul des produits nets d'intérêt encore plus marqué que celui des produits issus des activités de marché.

### Part des produits nets d'intérêt dans le produit net bancaire



Source : Bankscope

### Poids des commissions nettes et des recettes nettes de trading dans le produit net bancaire



Source : Bankscope

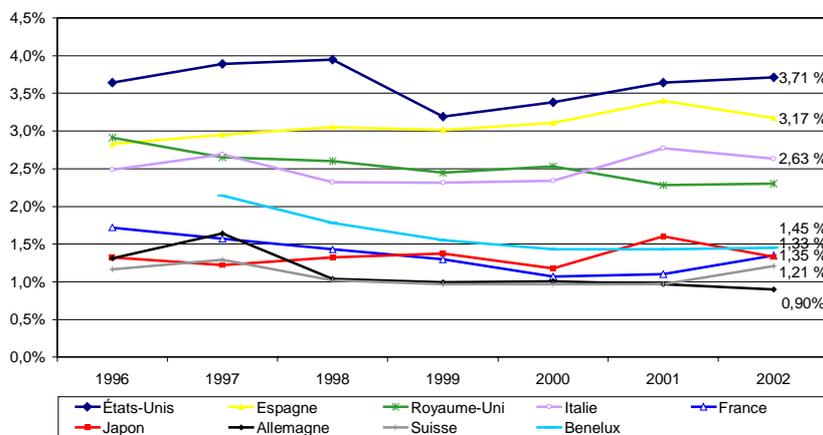
#### 2.1.2. Les marges d'intermédiation présentent des évolutions disparates

Au sein d'un premier groupe de pays (*États-Unis* et *Espagne*), la marge d'intermédiation est à un niveau élevé (respectivement 3,71 % et 3,17 %) et en hausse depuis la fin des années 1990. En 2002, les grandes banques ont bénéficié de conditions économiques favorables sur leur marché intérieur, la demande de crédits restant soutenue et l'assouplissement de la politique monétaire, notamment aux États-Unis, permettant d'alléger les conditions de refinancement sur les marchés.

La situation des **grandes banques italiennes** et **britanniques** est intermédiaire, avec des niveaux de marge d'intérêt respectifs de 2,63 % et 2,30 %. En **Italie**, la marge d'intermédiation s'est légèrement dégradée de 0,14 point, après une amélioration de 0,43 point en 2001. En revanche, après une détérioration de 0,25 point en 2001, liée à une forte pression concurrentielle au sein du système bancaire, elle s'est très légèrement redressée de 0,02 point au **Royaume-Uni**.

Dans le dernier groupe de pays (**Benelux, France, Japon, Allemagne** et **Suisse**), les marges d'intérêt sont faibles et ont connu des évolutions disparates. Une amélioration de 0,15 point a été enregistrée en France, à 1,35 %, après une baisse en 2001, en raison de la baisse des taux d'intérêt et du maintien d'un volume soutenu de crédits. La même évolution a été constatée en Suisse (+ 0,24 point à 1,21 %), tandis que la marge d'intermédiation s'est très légèrement améliorée (+ 0,02 point) pour les grandes banques du Benelux. Enfin, en dépit de taux de refinancement peu élevés, la faible croissance des opérations de crédit a entraîné une dégradation de cette marge au Japon et en Allemagne, à 1,33 % (- 0,27 point) et 0,90 % (- 0,07 point). Si, au Japon, cette évolution intervient après une hausse en 2001, en Allemagne, elle s'inscrit dans une tendance baissière initiée à la fin des années 1990, due en particulier à la forte concurrence des autres catégories d'établissements de crédit.

### Marge d'intérêt



Source : Bankscope

## 2.2. Les charges d'exploitation ont été largement ajustées

Le résultat brut d'exploitation représente la marge dégagée par les banques après déduction des frais de fonctionnement courants, notamment des charges fixes à court terme (frais de personnel et frais de structure liés aux réseaux de guichets). Tenant compte des amortissements, il peut être affecté par des investissements importants en informatique (notamment pour les opérations de marché)

La comparaison des taux d'évolution du résultat brut d'exploitation et du produit net bancaire permet de voir dans quelle mesure la croissance des frais de structure a été proportionnée à celle du produit net bancaire. À cet égard, une progression du résultat brut d'exploitation inférieure à celle du produit net bancaire peut parfois s'expliquer par un surcoût, à court terme, résultant d'opérations de restructuration, ces dernières visant à réduire, à plus long terme, les charges de fonctionnement.

### Résultat brut d'exploitation cumulé des cinq principaux groupes bancaires

	2001 <sup>1</sup>	2002 <sup>1</sup>	Taux de croissance <sup>2</sup>
Allemagne.....	9,6	8,5	- 11,8%
Benelux.....	16,8	14,5	- 13,4%
Espagne.....	14,8	14,4	- 2,7%
États-Unis .....	67,6	74,6	16,0%
France.....	18,8	17,8	- 5,1%
Italie.....	12,3	11,0	- 10,6%
Japon.....	30,7	23,7	- 15,6%
Royaume-Uni .....	37,8	39,5	5,6%
Suisse.....	9,9	6,8	- 33,3%
<b>Total.....</b>	<b>218,2</b>	<b>210,9</b>	<b>-3,4%</b>

<sup>1</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, et exprimées en milliards d'euros.

<sup>2</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

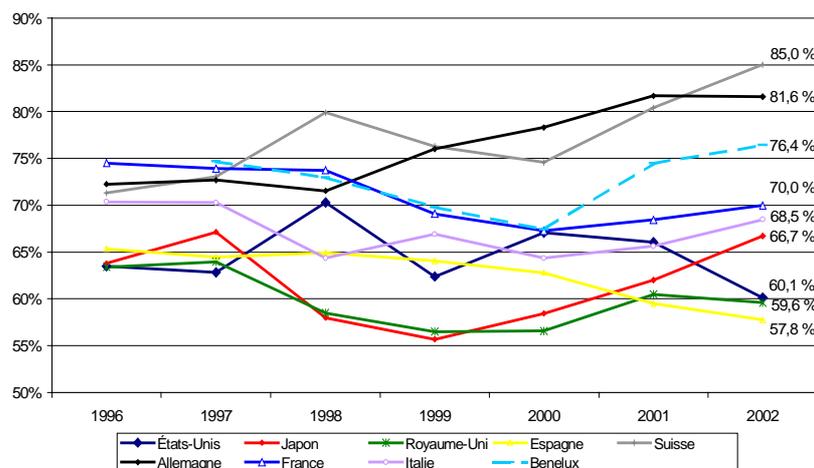
D'une façon générale, en 2002, les frais de fonctionnement ont enregistré un recul supérieur à celui du produit net bancaire (- 7,8 %, contre - 6,1 %). Même si les évolutions se sont avérées disparates selon les groupes, la baisse provient essentiellement de la mise en place d'importants programmes d'adaptation des coûts, particulièrement dans le secteur de la banque d'investissement, et entraînant la suppression de milliers d'emplois. Au final, le résultat brut d'exploitation a reculé pour l'ensemble des établissements de 3,4 %, soit à un rythme plus faible que le produit net bancaire.

La baisse des frais de fonctionnement a concerné plus particulièrement les *banques suisses et allemandes*, avec des diminutions respectives de 13,4 % et 12,3 %. En Suisse, le recul encore plus important du produit net bancaire a généré une nouvelle dégradation du résultat brut d'exploitation (- 33,3 %). De même, les mesures prises par les *banques allemandes* n'ont pas permis d'améliorer le résultat brut d'exploitation.

Les grandes *banques espagnoles* et *américaines* ont également enregistré un ajustement significatif de leurs coûts de structure (respectivement 9,4 % et 10,2 %). Compte tenu d'un recul modéré du produit net bancaire, le résultat brut d'exploitation s'est inscrit en légère baisse pour les *banques espagnoles* (- 2,7 %) et en hausse pour les *américaines* (+ 16 %). La baisse des coûts s'est avérée moins importante au *Benelux* (- 3,8 %), le résultat brut d'exploitation diminuant de 13,4 %.

Même si des ajustements des coûts, particulièrement dans le secteur de la banque d'investissement, ont été réalisés, les frais généraux des grandes banques au *Royaume-Uni*, en *Italie*, en *France* et au *Japon* ont légèrement augmenté (respectivement 1,6 %, 1,7 %, 2,0 % et 3,7 %). Le résultat brut d'exploitation des *banques britanniques* s'est inscrit en hausse de 5,6 %, tandis que ceux des *banques françaises, italiennes et japonaises* ont enregistré des reculs respectifs de 5,1 %, 10,6 % et 15,6 %.

### Coefficient net d'exploitation<sup>1</sup> des cinq principaux groupes bancaires



Source : Bankscope

La comparaison des niveaux du coefficient net d'exploitation (charges générales d'exploitation/produit net bancaire) est révélatrice des différences de structure entre systèmes bancaires.

En 2002, ce coefficient a connu des évolutions différentes d'un pays à l'autre. Il s'est de nouveau amélioré dans les *banques américaines* (- 6 points) et *espagnoles* (- 1,7 point).

La diminution enregistrée par les *banques britanniques* (- 0,9 point) vient partiellement compenser la dégradation de 2001, pour revenir à 59,6 %. Pour leur part, les *grandes banques allemandes* ont connu une très légère amélioration de leur coefficient net d'exploitation (- 0,1 point). Si le niveau reste toujours élevé dans ce pays — 81,6 % —, la mise en place d'importants programmes de réduction des coûts a enrayer le processus de dégradation constaté depuis 1999.

À l'inverse, dans les autres pays, les grands groupes bancaires se caractérisent par des augmentations du coefficient net d'exploitation, allant de 1,5 point pour les *banques françaises* à 4,7 points pour les *banques japonaises*.

Au total, on peut distinguer trois groupes de pays : ceux dont les cinq principales banques ont un coefficient net d'exploitation assez élevé, supérieur à 70 % (*Suisse, Allemagne* et dans une moindre

<sup>1</sup> Coefficient net d'exploitation = frais généraux/produit net bancaire.

mesure *Benelux*), ceux dont les grandes banques ont un coefficient compris entre 60 % et 70 % (*États-Unis, Japon, Italie et France*), enfin ceux qui sont en deçà (*Espagne et Royaume-Uni*), reflétant une spécialisation sur un marché de détail peu concurrentiel.

### **2.3. *La poursuite de la dégradation de la conjoncture économique s'est traduite par une hausse du poids relatif du coût du risque de crédit***

Le *résultat d'exploitation* prend essentiellement en compte la charge du risque de crédit. S'agissant d'un solde résiduel, ces variations peuvent être extrêmement diverses d'une période à l'autre ou d'un pays à l'autre. Elles résultent essentiellement des impacts respectifs de deux facteurs : l'évolution du produit net bancaire et celle des dotations nettes aux provisions.

Globalement, en 2002, le coût du risque de crédit a diminué, s'établissant à 99,7 milliards d'euros (- 12,2 %). D'une part, cette réduction s'inscrit après un effort de provisionnement très important enregistré au titre de l'exercice 2001, affecté par une augmentation significative des créances douteuses, liée principalement aux faillites de grands groupes aux États-Unis et à la crise en Argentine. D'autre part, elle est largement attribuable au Japon (- 32,7 milliards d'euros).

Ce sont les grandes *banques suisses et allemandes* qui ont souffert de la plus forte hausse de la charge du risque de crédit. En Suisse, l'augmentation (66,7 %) engendre un montant encore peu élevé de 3,4 milliards d'euros, représentant 7,4 % du produit net bancaire. En Allemagne, l'importance des engagements des grandes banques aux États-Unis, la forte croissance du nombre des faillites d'entreprises nationales et les difficultés persistantes du secteur immobilier ont entraîné, de nouveau, une forte hausse — 60,8 % — du coût du risque de crédit (après + 64,4 % en 2001), pour atteindre 11,9 milliards d'euros, soit 25,8 % du produit net bancaire et environ 140 % du résultat brut d'exploitation.

Au *Benelux*, les grands groupes ont été également lourdement pénalisés par leurs engagements aux États-Unis. Les dotations aux provisions ont augmenté de 38,5 %, à 4,7 milliards d'euros, leur poids dans le produit net bancaire n'atteignant toutefois que 7,7 % du produit net bancaire. De même, en *Italie*, le secteur bancaire a réalisé un effort de provisionnement en hausse de 25 %, en liaison avec la dégradation de l'environnement intérieur, mais aussi, pour certains groupes, aux engagements en Amérique latine.

Dans les *banques américaines*, le coût du risque de crédit a augmenté de 18,3 %, soit un ralentissement par rapport aux exercices 2000 et 2001, où un effort de provisionnement substantiel avait déjà été réalisé. La charge du risque a finalement atteint 23,3 milliards d'euros, soit 12,5 % du produit net bancaire, avec des situations différentes selon les engagements des groupes bancaires.

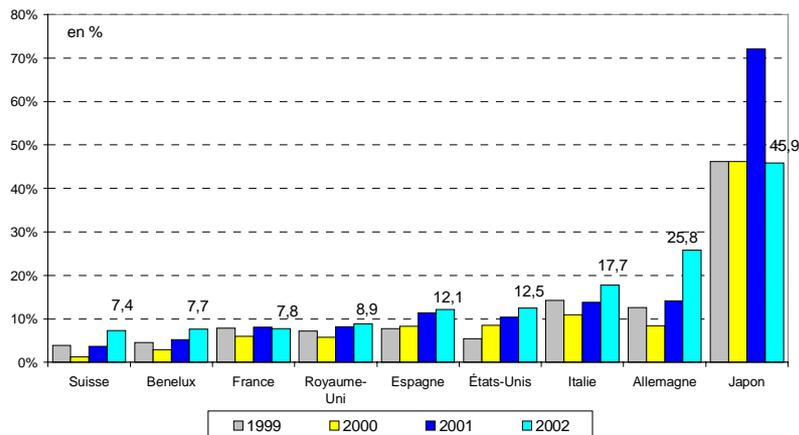
Pour leur part, les principales *banques britanniques* ont affiché une charge du risque de crédit en hausse modérée (11,4 %). L'augmentation est principalement due à la crise argentine et à la défaillance de plusieurs contreparties aux États-Unis. Le montant des dotations aux provisions a atteint 8,7 milliards d'euros, soit 8,9 % du produit net bancaire.

Un recul global du coût du risque de crédit a été enregistré dans trois pays, l'Espagne, la France et le Japon. Les *banques espagnoles* ont réalisé un effort de provisionnement proche de celui observé en 2001 (- 0,7 %). Il est ainsi resté à un niveau élevé (4,1 milliards d'euros, soit 12,1 % du produit net bancaire) en raison d'un contexte difficile en Amérique latine.

Pour leur part, les *banques françaises* ont enregistré des dotations nettes aux provisions en recul global de 4,2 %, à 4,6 milliards d'euros, représentant 7,8 % du produit net bancaire. Ici encore, cette évolution intervient après une hausse marquée de 37 % en 2001, liée essentiellement à des contreparties à l'étranger (États-Unis, Argentine). Sur le plan intérieur, la charge du risque de crédit est demeurée contenue en deçà de 5 % du produit net bancaire, la remontée des défaillances d'entreprises n'ayant pas encore eu d'impact significatif.

Quant aux *banques japonaises*, les dotations nettes aux provisions se sont inscrites en baisse de 38,6 %. Après la hausse exceptionnelle enregistrée en 2001, en raison de l'application de nouvelles méthodes de provisionnement imposées par l'autorité de tutelle, le montant de 32,7 milliards d'euros revient sensiblement au même niveau qu'en 2000, soit néanmoins une part toujours très élevée du produit net bancaire (45,9 %).

### Dotations nettes aux provisions rapportées au produit net bancaire



Source : Bankscope

En conséquence, **le résultat d'exploitation global s'est inscrit en hausse de 6,2 %**. Mais les résultats par pays ont affiché des évolutions contrastées.

Une hausse a été observée dans trois pays : le Japon, les États-Unis et le Royaume-Uni. Ce sont les **banques japonaises** qui ont affiché l'amélioration la plus significative (64,3 %), la baisse marquée des dotations aux provisions venant réduire la perte d'exploitation de - 25 milliards d'euros à - 9 milliards.

Les **banques américaines et britanniques** ont enregistré des hausses respectives de 15,1 % et de 4,0 %, à 51,3 milliards et 30,9 milliards d'euros, la hausse du coût du risque étant plus que compensée par l'amélioration du résultat brut d'exploitation.

En revanche, du côté des **banques espagnoles et françaises**, le résultat d'exploitation s'est inscrit en baisse modérée, l'augmentation de la charge du risque de crédit venant légèrement accentuer la dégradation du résultat brut d'exploitation. Le recul a atteint 3,5 %, à 10,2 milliards d'euros, en Espagne et 5,4 %, à 13,2 milliards, en France.

Pour leur part, les banques du **Benelux, italiennes et suisses** ont affiché des reculs encore plus marqués du résultat d'exploitation (respectivement 26,7 %, 34,5 % et 58,3 %), compte tenu d'une diminution plus importante du résultat brut d'exploitation et de l'accroissement plus fort de la charge du risque de crédit.

Enfin, c'est outre-Rhin que la dégradation a été la plus significative, puisque les *banques allemandes* ont subi une perte d'exploitation de 3,4 milliards d'euros, après un bénéfice de 2,2 milliards en 2001. La forte réduction des coûts n'a pas permis de couvrir la charge en forte croissance du risque de crédit.

### Résultat d'exploitation

	2001 <sup>1</sup>	2002 <sup>1</sup>	Taux de croissance <sup>2</sup>
Allemagne.....	2,2	-3,4	ns
Benelux.....	13,4	9,8	- 26,7 %
Espagne.....	10,6	10,2	- 3,5 %
États-Unis .....	46,9	51,3	15,1 %
France.....	14,0	13,2	- 5,4 %
Italie.....	7,3	4,8	- 34,5 %
Japon.....	- 27,5	- 9,0	64,3 %
Royaume-Uni.....	29,9	30,9	4,0 %
Suisse.....	7,9	3,4	- 58,3 %
<b>Total.....</b>	<b>104,7</b>	<b>111,2</b>	<b>6,2 %</b>

<sup>1</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, exprimées en milliards d'euros.

<sup>2</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

*Le résultat courant avant impôt* prend principalement en compte les gains nets sur les immobilisations financières (plus-values nettes de cession, dotations aux provisions). En 2002, ce solde a enregistré un recul global de 8,6 %.

Si les opérations des *banques françaises* et *britanniques* n'ont pas eu d'impact sur le résultat courant avant impôt, qui s'est établi au même niveau que le résultat d'exploitation, celles *des banques espagnoles, suisses* et surtout *japonaises* ont généré une perte nette. Dans le cas du Japon, la dégradation a été en effet particulièrement marquée, puisque le résultat courant avant impôt a atteint - 32 milliards d'euros contre un résultat d'exploitation de - 9 milliards.

Dans les autres pays (*États-Unis, Benelux, Italie* et *Allemagne*), les gains nets sur les immobilisations financières ont permis une amélioration de la rentabilité. Ceci est particulièrement notable en

**Allemagne** où, en raison d'importantes cessions de participations non stratégiques, les grandes banques ont affiché un résultat courant avant impôt bénéficiaire, contre un résultat d'exploitation négatif (respectivement 1,5 milliard d'euros et - 3,4 milliards).

## **2.4. Au final, le recul de la rentabilité des grandes banques internationales est inégal**

### **2.4.1. Le résultat net final a généralement diminué**

Le résultat net, bénéfice ou perte, est l'indicateur le plus agrégé de la rentabilité des banques ; il doit être toutefois interprété avec prudence dans la mesure où il est affecté à la fois par les éléments exceptionnels et par la fiscalité, dont le régime très variable d'un pays à l'autre rend difficiles les comparaisons internationales.

Solde résiduel, le résultat net est également un indicateur très sensible et ses variations parfois brutales tendent à amplifier l'amélioration ou la détérioration de la situation économique.

#### **Résultat net global cumulé des cinq principaux groupes bancaires**

	2001 <sup>1</sup>	2002 <sup>1</sup>	Taux de croissance <sup>2</sup>
Allemagne .....	1,7	-1,3	ns
Benelux .....	14,2	10,7	- 24,6 %
Espagne .....	8,6	7,3	- 14,9 %
États-Unis.....	32,1	37,2	21,7 %
France .....	11,6	9,3	- 20,0 %
Italie .....	5,4	2,9	- 47,6 %
Japon.....	-24,8	-29,1	- 28,1 %
Royaume-Uni.....	21,3	22,0	4,0 %
Suisse.....	5,3	0,7	- 87,5 %
<b>Total .....</b>	<b>75,5</b>	<b>59,6</b>	<b>- 21,1 %</b>

<sup>1</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel, exprimées en milliards d'euros.

<sup>2</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Globalement, dans la plupart des pays étudiés, les grands groupes bancaires ont dégagé, en 2002, un résultat net en recul par rapport à 2001.

Les *banques américaines* se sont particulièrement démarquées avec une augmentation de 21,7 % de leur bénéfice net, à 37,2 milliards d'euros, le dynamisme des activités d'intermédiation et l'ajustement rapide des coûts leur permettant de supporter un effort de provisionnement encore soutenu et de faire face aux turbulences des marchés financiers.

En *Europe*, les *banques allemandes* ont enregistré une perte nette globale de 1,3 milliard, chaque groupe présentant individuellement un résultat négatif, à l'exception de l'un d'entre eux, légèrement bénéficiaire. D'une manière générale, la mise en place de programmes de réduction des coûts et les cessions de participations n'ont pas suffi à compenser les pertes opérationnelles.

Dans les autres pays européens, les groupes bancaires ont affiché des résultats globaux positifs, mais pour l'essentiel en recul. Seules les *banques britanniques* ont présenté un bénéfice net global en hausse de 4 %, en raison de la progression significative enregistrée par deux groupes.

C'est en *Espagne* que les banques ont affiché le recul le plus modéré du bénéfice net global (- 14,9 %). Les *banques françaises* et celles du *Benelux* se sont caractérisées par un ralentissement un peu plus marqué (respectivement - 20,0 % et - 24,6 %). Enfin, les *banques italiennes* et *suisse*s, qui ont dû fournir un important effort de provisionnement, ont présenté les baisses les plus significatives (respectivement - 47,6 % et - 87,5 %).

Au *Japon*, la situation économique s'est à nouveau dégradée en 2002, les créances douteuses continuant de grever lourdement les comptes d'exploitation en dépit de mesures visant à l'assainissement des bilans bancaires. Au final, les *banques japonaises* ont affiché une perte nette de 29 milliards d'euros, contre 24,8 milliards d'euros en 2001.

#### **2.4.2. La structure financière s'est globalement détériorée**

En 2002, les principales banques de chaque pays ont dans l'ensemble enregistré une diminution de 8,8 % de leurs fonds propres de base — que recouvre assez bien la notion comptable de capitaux propres —, après une augmentation de 5,7 % en 2001. Cette

diminution d'ensemble comprend des effets de taux de change (notamment aux **États-Unis** et au **Royaume-Uni**) et des effets de périmètre (notamment en **Italie**). Elle résulte surtout d'évolutions diversifiées constatées dans les pays sous revue.

Les **banques japonaises, suisses et du Benelux** ont vu s'aggraver le recul déjà engagé en 2001 (respectivement - 18,6 % contre - 14,1 %, - 10,6 % après - 2,4 % et - 5,0 % après - 0,9 %). Les **banques allemandes et espagnoles**, dont les capitaux propres s'étaient accrus en 2001 (respectivement 3,1 % et 2,3 %), ont enregistré des reculs de 16,6 % et 6,7 %. Enfin, **aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et en Italie**, les grands groupes bancaires ont vu leurs capitaux propres progresser, mais à des rythmes nettement inférieurs à ceux de 2001.

Le ratio capitaux propres/total d'actif ou taux de capitalisation s'est affiché globalement en diminution dans la majorité des pays, à l'exception de la **France** et de **l'Italie**. Les baisses les plus importantes concernent les **banques japonaises** (3,29 %, contre 3,84 %), **britanniques** (5,69 %, contre 6,11 %) et **suisses** (5,23 %, contre 5,64 %). Ce ratio a également baissé, mais dans de plus faibles proportions, pour les grandes **banques espagnoles** (- 0,21 point) et **allemandes** (- 0,18 point) et pour s'établir à des niveaux contrastés au sein de l'échantillon (respectivement 7,28 % et 3,31 %). Le ratio est resté quasi stable pour les **banques aux États-Unis**, à 7,92 %, contre 7,95 %. Les établissements bancaires en **Italie** et en **France** ont enregistré une progression de 0,19 point et 0,35 point de leurs ratios qui s'établissent à 5,57 % et 4,68 %.

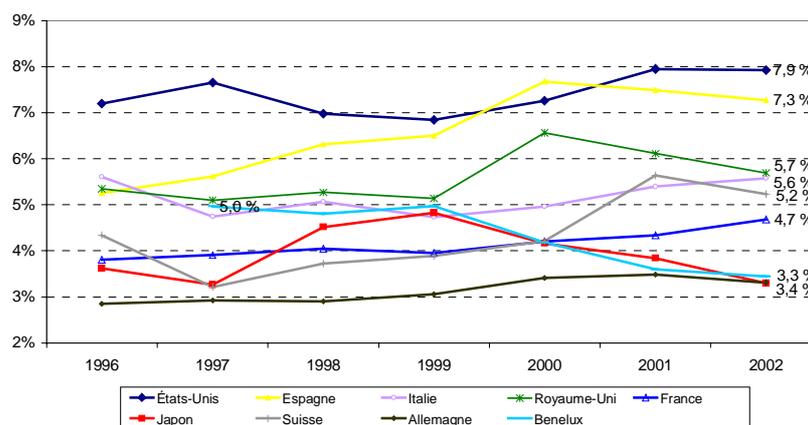
### Capitaux propres cumulés des cinq principaux groupes bancaires

	2001 <sup>1</sup>	2002 <sup>1</sup>	Taux de croissance <sup>2</sup>
Allemagne.....	103,0	86,0	- 16,6 %
Benelux.....	89,6	85,1	- 5,0 %
Espagne.....	63,9	59,6	- 6,7 %
États-Unis .....	262,7	241,3	6,3 %
France.....	99,6	105,7	6,2 %
Italie.....	53,4	53,5	0,2 %
Japon.....	144,0	105,8	- 18,6 %
Royaume-Uni.....	163,4	157,8	1,4 %
Suisse.....	94,0	84,0	- 10,6 %
<b>Total.....</b>	<b>1 073,5</b>	<b>978,9</b>	<b>- 8,8 %</b>

<sup>1</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours du 31 décembre en milliards d'euros.  
<sup>2</sup> Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total.

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

### Capitaux propres sur le total de l'actif



Source : Bankscope

### 2.4.3. Les ratios de rentabilité affichent des différences notables

Le ratio *bénéfice net global/capitaux propres* ou coefficient de rentabilité (ROE) est examiné avec attention par les investisseurs, puisqu'il rapporte le résultat dégagé par l'ensemble de l'activité à l'ensemble des capitaux propres mis à la disposition de l'établissement de crédit. Il répond toutefois à des besoins d'analyse à court terme car il privilégie les résultats récents (le résultat net) par rapport aux résultats cumulés (les capitaux propres). Il convient donc de relativiser la portée de ce ratio, qui peut quelquefois présenter un niveau bas, non pas en raison de faibles profits, mais à cause de capitaux propres importants.

Le ratio *bénéfice net global/total de l'actif* ou coefficient de rendement (ROA), qui est aussi traditionnellement utilisé dans l'analyse financière des banques, doit être également interprété avec prudence. En effet, le développement des activités de hors-bilan, qui génèrent une part croissante des résultats (cf modification de la structure du produit net bancaire), rend ce ratio moins pertinent que par le passé. Par ailleurs, la forte disparité des règles d'évaluation des actifs (règles de réévaluation, évaluation du portefeuille de négociation) rend l'agrégat « total de l'actif » moins comparable entre pays que l'agrégat « fonds propres de base », qui fait l'objet d'une harmonisation internationale.

Un examen des deux catégories de ratios en 2002 (ROE et ROA) permet de classer les pays en cinq catégories :

– **Rentabilité financière élevée et en progression :**

- États-Unis (14,52 % et 1,15 %),
- Royaume-Uni (14,35 % et 0,84 %),

– **Rentabilité financière élevée mais en recul :**

- Benelux (12,26 % et 0,43 %)
- Espagne (11,88 % et 0,88 %)

– **Rentabilité financière moyenne et en recul :**

- France (9,79 % et 0,44 %),

– **Rentabilité financière dégradée :**

- Italie (5,34 % et 0,29 %),
- Suisse (1,84 % et 0,07 %),

– **Rentabilité financière fortement dégradée :**

- Allemagne (- 1,41 % et - 0,05 %).
- Japon (- 24,43 % et - 0,87 %).

Les *banques britanniques* et *américaines* demeurent les établissements les plus rentables parmi les grands pays industrialisés, avec une amélioration plus marquée aux États-Unis où le coefficient de rentabilité a davantage augmenté (+ 1,61 point, contre + 0,96 point), tandis que le coefficient de rendement a enregistré une hausse (+ 0,15 point) et n'a pas bougé au Royaume-Uni.

Les *banques du Benelux* et les *banques espagnoles*, malgré la dégradation globale des résultats enregistrée en 2002, demeurent très rentables, le coefficient de rendement du secteur bancaire espagnol conservant pour sa part une valeur élevée (0,88 %).

Un recul plus important a été enregistré par les *banques françaises et italiennes*, avec des performances différenciées selon les groupes.

Pour leur part, les *banques suisses* ont subi une nouvelle chute très nette de leur rentabilité globale. Néanmoins, cette évolution particulièrement défavorable est principalement imputable à un groupe.

Enfin, les pertes nettes globales et individuelles réalisées en 2002 se sont traduites pour les *banques allemandes et japonaises* par une nouvelle dégradation de leur rentabilité financière.

*La rentabilité des grandes banques internationales en 2002  
et au premier semestre 2003*

En %	1997	1998	1999	2000	2001	2002	<b>Moyenne</b>
<b>Coefficient de rendement <sup>1</sup></b>							
États-Unis .....	1,21	1,38	1,34	1,05	1,00	1,15	<b>1,19</b>
Royaume-Uni .....	1,01	0,97	1,05	1,13	0,84	0,84	<b>0,97</b>
Espagne.....	0,83	0,90	0,98	1,10	1,03	0,88	<b>0,95</b>
Benelux.....	0,74	0,59	0,67	0,97	0,60	0,43	<b>0,67</b>
France .....	0,37	0,36	0,49	0,60	0,52	0,44	<b>0,46</b>
Italie.....	0,02	0,42	0,65	0,65	0,62	0,29	<b>0,44</b>
Suisse.....	0,08	0,33	0,70	0,69	0,35	0,07	<b>0,37</b>
Allemagne.....	0,24	0,32	0,25	0,36	0,06	- 0,05	<b>0,20</b>
Japon.....	- 0,42	- 0,68	0,16	0,05	- 0,74	- 0,87	<b>- 0,42</b>
<b>Coefficient de rentabilité <sup>2</sup></b>							
Royaume-Uni .....	19,38	18,78	20,88	17,48	13,39	14,35	<b>17,38</b>
États-Unis.....	16,10	16,28	19,48	14,38	12,91	14,52	<b>15,61</b>
Benelux .....	13,62	12,12	13,80	21,31	15,57	12,26	<b>14,78</b>
Espagne .....	14,39	14,74	15,47	15,37	13,64	11,88	<b>14,25</b>
France.....	9,62	9,00	12,59	14,82	12,12	9,79	<b>11,32</b>
Suisse .....	2,44	9,45	18,31	16,86	8,81	1,84	<b>9,62</b>
Italie .....	0,48	8,63	13,34	12,94	11,70	5,34	<b>8,74</b>
Allemagne .....	8,17	10,80	8,14	11,87	1,72	-1,41	<b>6,55</b>
Japon .....	- 12,20	- 17,58	3,35	1,15	- 18,17	- 24,43	<b>- 11,31</b>
<sup>1</sup> Bénéfice net global sur total de situation <sup>2</sup> Bénéfice net global sur capitaux propres							

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

**2.5. *Au premier semestre 2003, les résultats des grandes banques européennes<sup>1</sup> ont enregistré une amélioration, dans un contexte de reprise des marchés boursiers et de résistance des activités de banque de détail***

Malgré des signes de reprise économique aux États-Unis et une remontée progressive des marchés boursiers, l'environnement économique et financier est resté difficile au premier semestre 2003, notamment en Europe, cette région subissant un ralentissement de sa croissance économique.

Paradoxalement, les résultats semestriels consolidés des principales banques européennes, bien que contrastés, sont apparus relativement satisfaisants et affichent généralement une amélioration par rapport à la même période de l'année précédente.

La banque d'investissement a bénéficié du dynamisme des activités de taux au premier semestre. L'évolution de l'activité sur le compartiment actions a été plus disparate. Elle a été affectée par la baisse des marchés boursiers en début d'année, mais a bénéficié d'une reprise au deuxième trimestre, grâce au retour des investisseurs sur les marchés d'actions et à l'augmentation progressive des opérations de fusion et acquisition.

Si l'activité de gestion d'actifs est restée modérée, la plupart des établissements européens ont pu continuer de s'appuyer sur le dynamisme de la banque de détail, soutenu notamment par la progression des crédits immobiliers.

Pour ce qui concerne les coûts de fonctionnement, les processus d'ajustement, déjà significatifs en 2002, ont été poursuivis, en particulier dans la banque d'investissement.

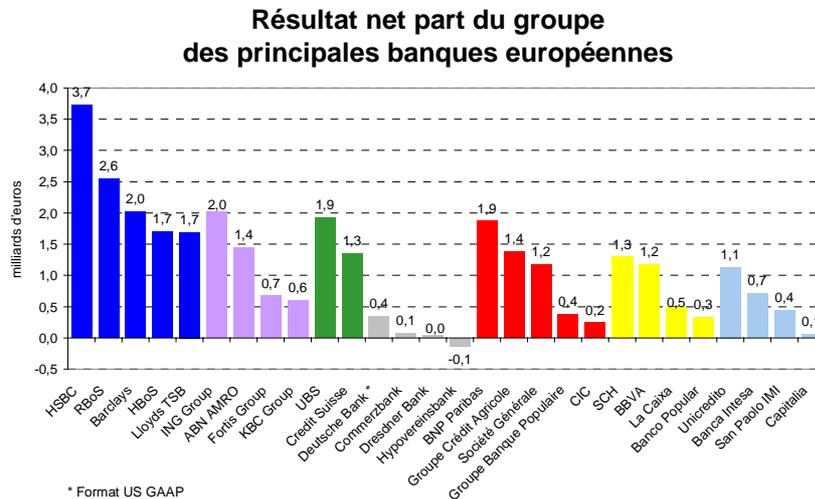
Enfin, si l'année 2002 avait été marquée par les difficultés des grandes entreprises aux États-Unis et l'aggravation de la situation économique en Amérique latine, les foyers de risques se sont concentrés sur l'Europe où le nombre de faillites est en hausse sensible depuis le début de 2003. Néanmoins, la charge du risque de

---

<sup>1</sup> Cette partie est réalisée à partir des données semestrielles publiées par 28 grands groupes bancaires européens. L'échantillon n'est pas aussi complet que dans les parties qui précèdent et les données qui sont indiquées n'ont pas été retraitées (ce sont celles communiquées par les établissements).

crédit, si elle demeure à des niveaux élevés, ne s'est inscrite qu'en très légère augmentation.

Au total, la rentabilité finale des grandes banques européennes s'est améliorée, le résultat net part du groupe global s'accroissant de 5,5 %. Seules les banques allemandes et certains groupes du Benelux ont affiché une diminution.



Source : Données des banques

### 2.5.1. Les banques britanniques et espagnoles ont bénéficié du dynamisme de l'économie et ont rapidement ajusté leurs coûts

Les *banques britanniques*<sup>1</sup> ont profité de la poursuite de la hausse des revenus issus de la banque de détail. Globalement, l'augmentation du produit net bancaire (7,8 %), combinée à une structure de coûts faibles, a permis de couvrir largement la progression de la charge du risque de crédit. Cette dernière a augmenté au même rythme que le produit net bancaire et est principalement due à la croissance particulièrement prononcée de l'activité de crédit, notamment des prêts hypothécaires, les contreparties étrangères n'ayant pas donné lieu à de nouveaux provisionnements. Au final, les principaux groupes britanniques ont enregistré un résultat net part du groupe de 11,7 milliards de livres, en hausse de + 12,2 %, soit une rentabilité des fonds propres annualisée proche de 18 %.

<sup>1</sup> HSBC (dont les données ne comprennent pas Household acquis en novembre 2002), Royal Bank of Scotland, Barclays, Lloyds TSB, HBOS.

Les principales *banques espagnoles*<sup>1</sup> ont vu leur résultat net part du groupe augmenter de 12,3 %, à 3,3 milliards d'euros, pour donner un coefficient de rentabilité de l'ordre de 16 %. Elles ont continué de s'appuyer sur un pôle européen en banque de détail encore très rentable, en dépit d'une dégradation des marges. Néanmoins, le produit net bancaire global s'est inscrit en recul de 10,8 %, en raison essentiellement des effets de change en Amérique latine qui ont pénalisé les groupes internationaux, SCH et BBVA. Pour leur part, les coûts de fonctionnement ont été réduits de 13,5 %. Du côté du risque de crédit, les dotations nettes aux provisions ont diminué de 9,3 %, tout en demeurant à un niveau élevé, compte tenu de la situation en Amérique latine.

### **2.5.2. Les banques françaises ont confirmé leur capacité de résistance**

Le produit net bancaire a augmenté de 6 % pour les cinq principales *banques françaises*<sup>2</sup>, qui ont affiché une croissance de leurs revenus globalement supérieure à celles de leurs homologues européennes, à l'exception des groupes britanniques. En dépit du ralentissement de la croissance économique, elles ont encore bénéficié d'une demande soutenue de crédits, toujours tirée par le fort développement des investissements immobiliers des ménages. Par ailleurs, si la gestion d'actifs est demeurée atone, la banque d'investissement a enregistré de bonnes performances, en liaison avec la reprise des marchés boursiers. Compte tenu d'une légère augmentation des frais généraux (1,5 %), le résultat brut d'exploitation s'est accru de 15,9 %. Par ailleurs, les banques françaises ont enregistré une hausse de 20,7 % des dotations aux provisions pour risque de crédit. Cet accroissement est en général supérieur à celui de leurs homologues européennes, mais il intervient après une augmentation contenue en 2001 et la charge du risque reste relativement limitée (8,2 % du produit net bancaire). Elle s'est le plus souvent concentrée sur des contreparties européennes, que ce soit de grandes ou de petites et moyennes entreprises. Finalement, le résultat net part du groupe des groupes français sous revue a augmenté de 7,3 %, à 5 milliards d'euros, la rentabilité de leurs fonds propres avoisinant 12 %.

---

<sup>1</sup> SCH, BBVA, Banco Popular, La Caixa.

<sup>2</sup> Groupe Crédit agricole-Crédit lyonnais (pro-forma), BNP-Paribas, Société générale, Groupe Banques populaires, CIC.

### **2.5.3. Les résultats des banques suisses et italiennes sont en redressement sensible**

Après la dégradation globale enregistrée en 2002 (certains groupes ayant été plus affectés que d'autres), les *banques suisses*<sup>1</sup> et *italiennes*<sup>2</sup> ont connu une embellie certaine de leurs résultats au premier semestre 2003. Conjuguée au rebond de la banque d'investissement au deuxième trimestre et à la poursuite de la maîtrise des frais généraux, la baisse significative du risque de crédit (les provisionnements liés à des contreparties aux États-Unis et en Amérique latine avaient été réalisés en 2002) a permis d'accroître le résultat d'exploitation. Au final, le résultat net part du groupe dans les établissements sous revue a ainsi progressé de 95,4 % en Suisse, à 3,2 milliards d'euros, et de 66,7 % en Italie, à 2,3 milliards d'euros.

### **2.5.4. Les banques du Benelux ont affiché des résultats contrastés mais globalement en recul**

Au *Benelux*<sup>3</sup>, les groupes orientés vers le modèle de bancassurance ont souffert en début d'exercice d'importantes moins-values boursières affectant les pôles d'assurance. En conséquence, le résultat net part du groupe global a affiché un recul de 18,9 % à 4,7 milliards d'euros. Toutefois, la rentabilité des pôles bancaires s'est améliorée, le résultat d'exploitation augmentant de 11,6 %. En effet, si le produit net bancaire s'est inscrit en baisse modérée de 2,5 %, la poursuite des programmes de réduction des coûts ont entraîné une baisse de 6,3 % des frais de fonctionnement et la charge du risque a diminué globalement de 8,5 %.

### **2.5.5. Les banques allemandes ont amélioré leurs résultats, mais leur rentabilité reste faible**

En Allemagne, la poursuite des plans massifs de réduction des coûts de fonctionnement (- 18 %) a permis de compenser la baisse des revenus des grandes *banques allemandes*<sup>4</sup>, le résultat brut d'exploitation enregistrant une hausse de 14,8 %. Néanmoins, le produit net bancaire s'est inscrit en recul de 11,8 %, l'augmentation des revenus liés au rebond des activités de banque d'investissement n'ayant pas pu compenser le recul de l'activité de banque de détail et la stagnation de la gestion d'actifs. La charge du risque de crédit a

<sup>1</sup> UBS et Crédit suisse

<sup>2</sup> Banca Intesa, Capitalia, Unicredito Italiano, San Paolo IMI.

<sup>3</sup> ING Group, Fortis, KBC, ABN-AMRO.

<sup>4</sup> Deutsche Bank, Dresdner Bank, Commerzbank, Hypovereinsbank.

diminué de 4,6 % mais, après deux exercices de très forte progression, elle s'établit à un niveau toujours élevé, représentant plus de 16 % du produit net bancaire et 67 % du résultat brut d'exploitation. Au final, le résultat net part du groupe des quatre grandes banques commerciales a chuté de 77,9 % à 318 millions d'euros, cette évolution étant due à l'importance des plus-values de cession qui avaient été enregistrées au début de l'exercice 2002. Un seul groupe a affiché une perte nette. Compte tenu de l'absence de perspective de reprise économique, de nouvelles cessions d'actifs ont été programmées pour améliorer la rentabilité, qui demeure la plus faible parmi les grands groupes bancaires en Europe.

\*

*En conclusion, les perspectives pour les prochains mois apparaissent difficiles à définir. Si les marchés boursiers semblent revenus à une relative stabilité, l'atonie globale actuelle de l'activité économique en Europe, voire la récession dans certains pays, qui conduit à un ralentissement de la consommation des ménages, fait craindre des conséquences négatives sur l'activité de la banque de détail. L'essor des prêts immobiliers pourrait en particulier s'infléchir, compte tenu du prix élevé des actifs déjà atteint. En outre, les risques sur les entreprises européennes commencent à se matérialiser dans les comptes des établissements de crédit et le mouvement pourrait se poursuivre, en particulier pour ce qui concerne les petites et moyennes entreprises.*

*L'embellie économique en provenance des États-Unis et, dans une moindre mesure, du Japon pourrait s'étendre progressivement au continent européen. Plusieurs indicateurs avancés en zone euro laissent entrevoir une telle évolution. Néanmoins, ce contexte incertain devrait conduire les banques européennes à continuer d'observer une grande vigilance en matière de coûts de structure et de risques.*

## Méthodologie

L'annexe méthodologique précise les modes de sélection des banques et de comparaison des résultats et de la rentabilité.

### Sélection des banques

L'étude sur la rentabilité des banques internationales se fonde sur l'analyse des résultats sur base consolidée des cinq principaux groupes bancaires en 2002 de chacun des neuf pays ou régions suivants : Allemagne, Benelux, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse.

Les établissements de crédit ont été classés selon le montant de leurs fonds propres de base (*Tier 1*) au sens de l'accord de Bâle sur le ratio international de solvabilité (dit « ratio Cooke »), d'après l'enquête publiée par la revue *The Banker* en juillet 2003. Les fonds propres de base correspondent, en moyenne, aux capitaux propres des établissements de crédit.

Ce critère est particulièrement pertinent pour traduire l'importance des banques et les comparer au niveau international. En effet, l'institution d'un ratio international de solvabilité, qui impose aux banques d'envergure internationale de maintenir un ratio risques pondérés/fonds propres d'au moins 8 % et un ratio risques pondérés/fonds propres de base d'au moins 4 %, a fait du renforcement des capitaux propres une condition essentielle de l'extension de l'activité bancaire. Par ailleurs, les fonds propres de base présentent l'avantage d'une bonne harmonisation au niveau international, ce qui justifie leur utilisation pour une étude comparative. Enfin, il sert de base au calcul de la rentabilité financière.

Une sélection selon le niveau du ratio international de solvabilité n'aurait pas été judicieuse, dans la mesure où certaines institutions financières de taille réduite présentent des ratios nettement supérieurs à ceux des grandes banques. Le critère traditionnel de la taille du bilan n'a pas non plus été retenu, car le développement des activités de hors-bilan lui donne un caractère de plus en plus partiel.

D'autres critères, comme le montant des dépôts collectés ou la taille du réseau, ont également été écartés, en raison des disparités dans la nature des activités des grandes banques, non seulement entre pays, mais également à l'intérieur d'un même pays.

Afin de permettre d'apprécier l'évolution d'un échantillon homogène, les données 2001 correspondent aux institutions financières en tête du classement en 2002 et non en 2001. Des variations de périmètre peuvent expliquer des différences entre les données 2001 de l'étude 2002 et les données 2001 de l'étude 2001 (publiée dans le Bulletin n° 27 de la Commission bancaire).

Des adaptations à cette règle sont réalisées à chaque fois qu'il se produit des opérations de concentration qui peuvent affecter significativement les taux d'évolution des soldes intermédiaires de gestion.

Les groupes bancaires retenus sont les suivants :

- **Allemagne** : Deutsche Bank, Bayerische Hypovereinsbank, Commerzbank, Dresdner Bank, Bayerische Landesbank ;
- **Benelux** : ING, Rabobank, ABN Amro, Fortis, Dexia ;
- **Espagne** : Santander Central Hispano (SCH), Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA), La Caja de Ahorros de Barcelona (La Caixa), La Caja de Ahorros de Madrid, Banco Popular Español ;
- **États-Unis** : Citigroup, Bank of America Corporation, JP Morgan Chase & Co, Bank One Corporation, Wells Fargo & Co ;
- **France** : BNP-Paribas, Crédit agricole, Crédit lyonnais, Groupe Banques populaires, Société générale ;
- **Italie** : Banca Intesa, UniCredito Italiano, San Paolo IMI, Capitalia, Banca Monte dei Paschi di Siena ;
- **Japon** : Mizuho Financial Group, Sumitomo Mitsui Financial Group, Mitsubishi Tokyo Financial Group, UFJ, Sumitomo Trust ;
- **Royaume-Uni** : HSBC, Royal Bank of Scotland, HBOS, Barclays, Lloyds TSB ;
- **Suisse** : UBS, Crédit Suisse, Zürcher Kantonalbank, Schweizer Verband des Raiffensbanken, EFG Bank European Financial Group.

### **Avertissement**

Les comparaisons de niveaux entre pays sont délicates dans la mesure où la concentration du système bancaire varie fortement d'un pays à l'autre : ainsi, les cinq premières **banques américaines** représentent une moins grande part de l'activité totale des établissements de crédit dans ce pays que les cinq premières **banques françaises**.

Il convient donc d'analyser plutôt l'évolution des soldes que leur niveau.

## La comparaison des résultats et de la rentabilité

L'étude porte sur les comptes de résultats *consolidés* des exercices 2001 et 2002, arrêtés au 31 décembre, sauf pour les *banques japonaises*, qui arrêtent leurs comptes au 31 mars <sup>1</sup>.

Le changement du contenu de la base de données de référence et les retraitements comptables intervenus depuis deux ans dans différents pays peuvent contribuer à expliquer que les données 2001 de l'étude 2002 s'écartent éventuellement des données 2001 de l'étude 2001 (publiée dans le Bulletin de la Commission bancaire n° 27 de novembre 2002).

La disparité des règles comptables et des modes de présentation des soldes intermédiaires de gestion d'un pays à l'autre a rendu nécessaire un retraitement des données : des catégories suffisamment proches ont été identifiées à partir des états financiers détaillés et regroupées en agrégats homogènes (produit net d'intérêt, charges d'exploitation, dotations aux provisions...).

Ces regroupements ont ensuite permis d'établir des soldes intermédiaires de gestion aussi proches que possible des catégories retenues par le Secrétariat général de la Commission bancaire <sup>2</sup> pour ses publications : produit net bancaire, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat courant avant impôt, résultat net.

Les soldes intermédiaires de gestion sont ainsi définis.

Le *produit net bancaire* comprend la marge nette d'intérêt et les autres revenus d'exploitation bancaire.

Le *résultat brut d'exploitation* se déduit du produit net bancaire en retirant les charges d'exploitation, comprenant en particulier les frais de personnel.

Le *résultat d'exploitation* se déduit du résultat brut d'exploitation en retirant notamment les dotations nettes aux provisions pour risque de crédit et les créances irrécupérables.

Le *résultat courant avant impôt* se déduit du résultat d'exploitation en retirant les plus-values nettes de cession sur immobilisations financières, corporelles ou incorporelles, ainsi que les dotations nettes aux provisions sur immobilisations financières.

Le *résultat net* prend en compte principalement les éléments exceptionnels, les écarts d'acquisition et la fiscalité.

<sup>1</sup> Pour les *banques japonaises*, les comptes apparaissant sous les rubriques 2001 et 2002 sont respectivement arrêtés aux 31 mars 2002 et 31 mars 2003.

<sup>2</sup> Voir Bulletin de la Commission bancaire n° 26 d'avril 2002.

S'agissant de comptes consolidés annuels, les données incluent la part correspondant aux intérêts minoritaires.

L'analyse de la rentabilité s'appuie également sur les ratios bénéfice net global/capitaux propres et bénéfice net global/total de l'actif.

L'efficacité de l'utilisation des fonds propres est appréciée par le ratio produit net bancaire/capitaux propres.

### Cours de change

Pour faciliter la lecture des soldes et les comparaisons de niveaux, les données présentées ont été converties en euros, sur la base des cours au 31 décembre de chaque année pour les capitaux propres et le total des actifs et sur la base des cours moyens durant l'exercice pour les autres agrégats.

Naturellement, les pourcentages de variation d'une année sur l'autre ainsi que les ratios de rentabilité ont été calculés à partir des données exprimées en monnaie nationale, afin d'éviter les effets liés aux fluctuations des taux de change.

Les cours retenus sont les suivants :

	EUR 31/12/2001	EUR 31/12/2002	EUR 2001 Cours moyens	EUR 2002 Cours moyens
1 CHF .....	0,6771	0,6848	0,6617	0,6818
1 GBP .....	1,6264	1,5501	1,6085	1,5931
100 JPY (*) .....	0,8662	0,7819	0,9062	0,8289
1 USD .....	1,1221	0,9695	1,1154	1,0612

(\*) Pour le yen, cours au 31 mars et cours moyens sur la période 31 mars année n - 31 mars année n + 1.

Source : Reuters – Secrétariat général de la Commission bancaire

*Annexe 2*

